

« Les démocraties savent se défendre »

Pour l'universitaire Olivier Chopin, les services secrets devraient se préoccuper des menaces que « fake news », état de post-vérité, théories de conspiration et défiance des citoyens font peser sur nos sociétés

Entretien

Spécialiste des études sur le renseignement à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Olivier Chopin est l'auteur de *Renseignement et sécurité* (Armand Colin, 2016).

Quelle a été votre réaction après avoir appris l'empoisonnement, début mars, de l'ancien agent russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia en Grande-Bretagne ?

Il s'agit d'un nouveau cas d'empoisonnement par des substances toxiques dans la lignée de ceux de Viktor Louchtchenko, candidat en Ukraine et empoisonné à la dioxine en 2004, d'Alexandre Litvinenko, opposant notable du pouvoir russe et tué par ingestion de polonium 210 en 2006. Dans ce cas-là, l'enquête indique l'existence d'une opération hostile dont les autorités britanniques attribuent la responsabilité au gouvernement de la Russie.

La réaction des Etats occidentaux vous semble-t-elle proportionnée ?

En paroles, la réaction de Theresa May est très ferme. Dans les faits, c'est difficile de juger. La responsabilité de définir le seuil de fermeté appartient aux gouvernements, qui doivent intégrer la dénonciation d'un tel acte dans un jeu de relations diplomatiques et dans une perspective d'intérêt national plus vastes. On avait reproché à M^{me} May, alors ministre de l'intérieur, d'avoir réagi en manquant de fermeté lors de l'agression contre Alexandre Litvinenko. On l'avait soupçonnée d'avoir ralenti l'enquête pour protéger

les « intérêts de la City » car celle-ci serait très accueillante envers les « capitaux russes ». Cette fois, en tant que première ministre, elle a plus de latitude et affiche une plus grande fermeté. De la part de ses partenaires, la réaction dépasse peu les déclarations de condamnation sans effets majeurs. On voit un réseau d'ambivalences, hormis la position de Berlin, qui est claire. L'Europe est dans un rapport tendu avec le Royaume-Uni, qui est encore à ce jour membre de l'Union, et [le secrétaire d'Etat, chargé des affaires étrangères] Rex Tillerson fut limogé par le président Trump juste après avoir dénoncé l'agression sur le sol britannique. Si l'enquête progresse, cela pourra mener à plus de cohésion et plus de fermeté.

Comment les services de renseignement occidentaux réagissent-ils à ce type d'activités ?

Ils enquêtent en parallèle des enquêtes policières. Ils n'ont pas les mêmes contraintes de délivrance des éléments constitutifs de la preuve que les policiers, puisque leur problème n'est pas d'arriver à la fin devant un juge mais de fournir aux décideurs l'analyse la plus crédible possible. En outre, ils n'auront pas les limitations territo-

riales liées aux enquêtes judiciaires. Est-ce qu'il y aura des mesures de rétorsion plus ou moins clandestines contre les agresseurs s'ils sont identifiés ? Impossible à savoir, car, dans ce cas, cela serait couvert par le plus grand secret d'Etat et de telles opérations seraient clandestines. En outre, Theresa May a choisi de porter sa riposte sur le terrain public, politique et diplomatique en accusant le commanditaire ultime, qui serait Vladimir Poutine lui-même, et en pointant plutôt le GRU – le service de renseignement militaire – que le FSB, qui est le service de renseignement extérieur « généraliste » de la Russie. Elle aurait pu faire autrement et laisser les services gérer entre eux et en secret cette agression, mais c'est moins « dans l'air du temps » côté occidental.

Assistons-nous à un regain d'activité de la part des services de renseignement depuis la fin de la guerre froide ?

Depuis le début des années 1990, on assiste à une extension et à un renforcement des moyens de renseignement, dans les régimes occidentaux comme pour l'ensemble des puissances majeures ou intermédiaires de la planète. Il y a eu beaucoup de développements de moyens technologiques et de moyens dits « humains ». L'extension et le renforcement des structures de renseignement s'expliquent par plusieurs facteurs : l'éclatement, la complexité et la mixité des intérêts nationaux dans le contexte de la mondialisation. Le renseignement est désormais convoqué dans les secteurs militaires, politiques, stratégiques, technologiques et industriels, mais aussi commerciaux, informationnels, culturels, sans parler de leur centralité dans la lutte contre le terrorisme, qui se déploie sur les territoires nationaux et au loin, et qui implique désormais des expertises anthropologiques, comme dans le cas d'une tentative de compréhension des mécanismes de radicalisation.

Les démocraties libérales sont-elles bien équipées pour lutter contre ce type d'agressions ?

Les savoir-faire liés au « grand jeu » avec les régimes autoritaires n'ont jamais été perdus. Le contre-espionnage est toujours resté au cœur des méthodologies du renseignement. Il y a toujours le fantasme d'une faiblesse structurelle des régimes libéraux face aux régimes autoritaires lorsque surviennent des épreuves de force. Sur le long terme, l'Histoire dément cette perception et les démocraties savent se défendre. Ce qui est plus préoccupant, et qui a un fondement plus sociétal, c'est notre apparente fragilité par rapport à des agressions relevant de la guerre informationnelle et d'opérations psychologiques capables de diviser le corps social et de perturber les processus électoraux. Nos usages des réseaux sociaux, la progression des théories de la conspiration, cet état de « post-vérité », le tout dans un contexte de défiance croissante entre citoyens et gouvernants, jouent contre nous. Sur ce terrain, le danger est inédit, et c'est ici que réside un foyer de menace sur nos régimes et nos sociétés.

Faites-vous une différence entre les opérations « homo » (éliminations ciblées) commises par des services secrets occidentaux et ce type de neutralisation d'agents ?

Il y a une sorte d'identité formelle dans le fait qu'il s'agisse d'homicides. Mais la différence est essentielle et politique. Les éliminations ciblées contre des djihadistes sont des opérations de souveraineté qui engagent l'usage de la force et la violence d'Etat. Elles visent à protéger des sociétés pluralistes et les individus qui en composent le corps social. Elles ne visent pas à maintenir en place un clan qui accapare la puissance de l'Etat et restreint l'accès au pouvoir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
GAÏZD MINASSIAN

Marenches, le « Hoover français »



LE MAÎTRE DU SECRET. ALEXANDRE DE MARENCHES, LÉGENDE DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS
de Jean-Christophe Notin, Tallandier, 556 pages, 20,90 euros

Le livre

Jamais vu un personnage de cette espèce !», lance Jean-Christophe Notin, auteur et documentariste, à propos d'Alexandre de Marenches (1921-1995), dont il retrace la vie d'ancien directeur de l'espionnage français dans son dernier ouvrage. Marenches est une légende du renseignement français. Cet homme à la carrure imposante a passé onze ans, de 1970 à 1981, à la tête du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece, renseignement extérieur), ancêtre de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Modèle unique du renseignement, tantôt attachant, tantôt cassant, Marenches s'est construit son propre mythe, prêt ici à fantasmer sa vie tout en cachant à ses réelles actions. Un art du camouflage qui l'a accompagné toute son existence. Aucune trace, par exemple, de son passé d'agent au deuxième bureau comme il l'a prétendu – il était en fait attaché au service des interprètes – ni de résistant. Ce n'est pas un partisan de De Gaulle même si les gaullistes historiques au pouvoir dans les années 1960 sont persuadés qu'il est des leurs.

UN ANTICOMMUNISME VISCÉRAL

En mettant la main sur six caisses de notes personnelles bien cachées dans l'une des propriétés de l'ex-barbouze, Jean-Christophe Notin parvient à revisiter ces onze années passées à la barre du Sdece, un service en lambeaux au tournant des années 1970 tellement les affaires Ben Barka et Markovic l'avaient marqué. L'impression générale qui ressort du récit captivant que nous livre ici l'auteur est la propension de Marenches à se tromper dans l'analyse des événements dont il est le témoin, notamment lors de la montée des tensions au Liban dès 1974 et la contestation en Iran en 1978, annonciatrice de la chute du chah à Téhéran un an après.

Dans les deux cas, le patron du Sdece, obnubilé par un anticommunisme viscéral, voit la main des Soviétiques. Aux agents sur le terrain à Beyrouth, qui l'alertent sur le risque d'embarquement six mois avant le début de la guerre civile, il répond « inepte ». Occupé à faire en personne la navette entre Paris et Téhéran, en 1978-1979, il écrit au président Giscard d'Estaing que « même si le chah devait s'effondrer, l'ayatollah Khomeyni », exilé en France, à Neauphle-le-Château (Yvelines), « n'a aucun avenir politique ». « Il serait inmanquablement balayé par les forces révolutionnaires qui le manipulent. »

Si cela peut parfois faire sourire, tout rapprochement avec Hubert Bonisseur de La Bath, l'agent du Sdece interprété par Jean Dujardin dans les films OSS 117 de Michel Hazanavicius, serait totalement inopportun. Car, quand il quitte la direction du Sdece en juin 1981, un mois après l'élection de François Mitterrand à la tête de l'Etat, Alexandre de Marenches ne laisse pas à son successeur, Pierre Marion, premier directeur de la DGSE, un service dans l'état dans lequel il l'avait trouvé en 1970. Sous son mandat inégalé à ce jour, aucune crise majeure n'a en effet éclaboussé l'espionnage français. Et, quand le nom de la DGSE surgit dans l'affaire du *Rainbow Warrior* en 1985, il y a longtemps que le « Hoover français », comme le qualifie l'auteur, a mis les voiles... ■

GAÏZD MINASSIAN

Percy Kemp « Une guerre pour l'Europe »

Selon le romancier, l'Europe est le théâtre d'un nouveau conflit, dont les acteurs sont repliés sur leurs intérêts nationaux. Aussi voit-on s'affronter de façon désordonnée des espions chauvins

Par PERCY KEMP

Que dire en voyant ces images de diplomates russes expulsés, quittant le Royaume-Uni après que Londres a pointé le Kremlin du doigt dans l'empoisonnement de l'ex-colonel du GRU (service de renseignement de l'armée russe) et agent double britannique Sergueï Skripal ? Que penser en voyant Washington procéder, dans le pur style Checkpoint Charlie, à un échange d'agents avec Moscou, ou la justice américaine enquêter sur des interférences russes dans la dernière élection présidentielle ? Que croire en voyant Moscou condamner des ONG russes pour connivence avec l'étranger et accuser l'OTAN de chercher à asphyxier la Russie en s'étendant jusqu'à ses frontières ?

Que dire, sinon qu'on assisterait là à un retour à la guerre froide ? Mais est-ce le cas ? Rien n'est moins sûr. La guerre froide avait mis aux prises, de part et d'autre d'une ligne rouge religieusement respectée, deux blocs de pays déjà constitués et qui demeureraient compacts et homogènes près d'un demi-siècle durant : les opérations de services secrets que nous voyons aujourd'hui se déroulent sur une scène historique en flux constant, les règles, les lignes rouges, les blocs, et même les frontières, se faisant et se défaisant parfois au gré

d'une élection ou d'un conflit interethnique. Lors de la guerre froide, on s'était affronté à coups de vocations universalistes contraires : aujourd'hui, l'espionnage ne sert plus que des intérêts nationaux qui ne s'embarassent même plus d'un alibi universel.

L'espionnage de la guerre froide avait privilégié le temps long : celui d'aujourd'hui subit la tyrannie du temps court. Durant la guerre froide, la frontière entre les services secrets de l'intérieur et ceux de l'extérieur était claire : aujourd'hui, elle est entièrement gommée. Du temps de la guerre froide, les espions étaient subtils et discrets, par essence secrets : aujourd'hui, on les voit venir avec leurs gros sabots. D'un mot, aujourd'hui l'espionnage n'apparaît plus que comme le supplétif dévoyé des expéditions militaires, des sanctions économiques et financières et du droit d'ingérence humanitaire.

DEUX DÉMOCRATIES FACE À FACE

Mais si ce n'est pas à un retour à la guerre froide que nous assistons, à quoi avons-nous affaire ? Pour répondre à cette question il faudrait remonter au jour où le bloc occidental, sorti victorieux de sa confrontation avec celui de l'Est, entreprit d'exporter sa démocratie vers des pays et chez des peuples aussi mal préparés à l'accueillir que les Américains ne l'avaient été à recevoir les

maladies apportées dans le Nouveau Monde par les conquistadors européens. Il s'ensuivit naturellement une lente mais sûre modification du modèle démocratique occidental, bourgeois et libéral : « adaptation aux conditions locales » selon les nouveaux leaders locaux, « trahison du principe démocratique » aux yeux de leurs anciens mentors occidentaux.

Aujourd'hui, nous retrouvons face à face deux démocraties : l'une, bourgeoise, menée par des élites s'appuyant sur la mondialisation, l'autre, populiste, menée par des chefs charismatiques s'appuyant sur le sentiment patriotique et sur des valeurs traditionnelles idéalisées. Les deux se targuent d'une même légitimité, issue du suffrage universel. Après tout, qu'est-ce que la démocratie, sinon le pouvoir du peuple, le débat portant plutôt sur le fait de savoir qui serait le mieux habilité à parler en son nom : serait-ce, comme en démocratie bourgeoise, les élites censées le représenter, ou serait-ce, comme en démocratie populiste, le chef censé le personnifier ?

Telle est la question. Et si, au cours des deux premières décennies qui avaient suivi la fin de la guerre froide, l'argument avait lourdement penché en faveur des démocraties bourgeoises qui semblaient alors pouvoir apporter toutes les réponses, aujourd'hui la tendance s'est renversée. Non seulement la greffe n'aura-t-elle pas pris dans les pays qui vivaient jadis sous le joug d'une dictature militaire ou d'un régime totalitaire (Russie, Hongrie, Turquie, Pologne ou Tchéquie), mais l'attrait pour les thèses populistes, nationalistes et souverainistes va grandissant dans les démocraties bourgeoises :

Italie, Autriche, Pays-Bas, France, Allemagne, pour ne rien dire des Etats-Unis où un président populiste aura réussi à se faire élire en dépit des élites, y compris celles de son propre parti.

C'est cette guerre pour l'Europe que se livrent démocraties bourgeoises et populistes qui explique les étranges alliances conjoncturelles qui se nouent aujourd'hui entre des pays que l'Histoire pourtant sépare (ainsi entre la Russie de Poutine et la Turquie d'Erdoğan, ou alors la Hongrie d'Orban), comme les convergences électorales objectives qu'on remarque entre partis aux idéologies pourtant diamétralement opposées (entre la gauche européenne et l'extrême droite, par exemple). Et c'est aussi autour de cette même guerre pour l'Europe que s'articulent les divers épisodes désordonnés (parfois même franchement grossiers) d'espionnage, d'influence, de subversion, de « mesures actives » et d'« opérations mouillées » (actions violentes) dont nous sommes témoins.

A l'heure de la guerre pour l'Europe, l'espionnage n'aura réussi à créer que des espions chauvins sans dimension universelle, de vulgaires barbouzes tous indignes d'inspirer ne serait-ce qu'un bon roman d'espionnage. Encore moins une épopée telle celle que John le Carré écrivit autour de la guerre froide, où il chanta autant Karla le Soviétique que George Smiley le Britannique. ■

Percy Kemp est romancier et dirige un cabinet de conseil en risque politique et intelligence économique. Son livre « La Promesse d'Hector » (Les Belles Lettres, 130 p., 13,90 €) paraîtra le 13 avril